TIZI-OUZOU

Blocage de l'APC d'Azazga et grève du Trésor public : le wali et le P/APW crient à la manipulation

Pour le wali et le P/APW qui se sont exprimés, tard dans l'après-midi de mardi dernier, à l'issue de la dernière séance de la session ordinaire de l'APW consacrée à l'examen du bilan de développement de la wilaya, le blocage de l'APC d'Azazga qui persiste depuis sept mois et la grève des travailleurs du Trésor de Tizi-Ouzou répondent à des motivations inavouées.

«Il y a manipulation», s'alarment presque d'une même voix, Abdelkader Bouazgui et Hocine Haroun. Ces deux responsables ont l'intime conviction que des mains invisibles agitent ces conflits qui, selon eux, ne visent, ni plus ni moins, que le retour au statu quo et l'immobilisme qui ont caractérisé le développement de la wilaya durant de longues années. «Cinquante fonctionnaires paralysent le développement de la wilaya», dira le wali qui parle «de situations (conflits) qui frisent l'irrationnel».

Sur la grève des travailleurs du Trésor, le wali aura ces mots : «Leurs revendications sont d'ordre national et relèvent des compétences du gouvernement», dira-t-il, déplorant le jusqu'auboutisme des grévistes qui sont restés insensibles aux démarches de dialogue et de conciliation faites par des hauts responsables du ministère des Finances qui se sont déplacés à Tizi-Ouzou. «Il y a des gens qui manipulent et qui sont derrière ce blocage », accuse-t-il. « Pourquoi ce sont seulement les travailleurs du Trésor de la wilaya de Tizi-Ouzou qui se sont mis en grève ?», s'interrogera-t-il, renforçant le doute sur les intentions des grévistes qui sont, selon lui, loin d'être purement d'ordre syndical.

Photo : DR

Le même constat est fait sur la situation prévalant à Azazga où la mairie est fermée depuis sept mois par des citoyens qui exigent le départ du maire et la dissolution de l'APC. Là aussi, A. Bouazgui ne mâche pas ses mots et refuse le fait accompli. Il défend la légitimité du maire et des élus qui, soutient-il, sont élus démocratiquement. «L'APC est une institution républicaine et les élus ne partiront pas sous la pression », rétorque-t-il aux contestataires à qui il reproche aussi leur intransigeance et le refus du dialogue. «L'Etat a fait tout ce qu'il y a lieu de faire», dira-t-il, regrettant que les démarches de conciliation entreprises n'ont pas abouti et que le recours à la force publique et la justice ont été le seul recours face à la situation de blocage. «Mais jusqu'à quand ?», s'exclame le wali pour qui «les citoyens sont pris en otage dans un conflit d'origine douteuse», ajoutera-t-il, préconisant l'implication de tous les acteurs concernés pour éviter «le chaos» qui risque de «dégénérer et faire tache d'huile sur l'ensemble de la wilaya», prévient le chef de l'exécutif de wilaya, déplorant le recours trop fréquent des citoyens à la protestation. De 2010 à 2014, ce ne sont pas moins de 804 rassemblements qui ont été organisés devant les institutions et les services publics à travers la wilaya. Ces rassemblements se sont soldés par la fermeture de sièges des mairies (412 fois), des daïras (114 fois), de la wilaya (103 fois) et d'autres services publics comme ceux de l'ADE ou de la Sonelgaz. 188 000 citoyens ont été reçus, pendant la même période, par les services de la wilaya et des daïras, selon le même responsable qui dit avoir toujours privilégié le dialogue et la communication directe pour le règlement des conflits et les problèmes posés par les citoyens. Pour lui, malgré un contexte social jugé difficile et conflictuel «nous avons travaillé. En 2014, 52% des programmes inscrits à l'indicatif de la wilaya ont été réalisés ; le taux de 80% sera atteint d'ici la fin 2015», se félicite le représentant de l'Etat dont le propos est partagé par le P/APW qui se dit convaincu qu'il y a anguille sous roche. «Nous avons compris ce qui se passe à Azazga. Nous sommes avec les élus.»

S. A. M.

MÉCHERIA

Attentat à la pudeur sur une jeune fille

A la suite d'une plainte déposée par une dame contre deux individus répondant aux initiales S. M. et S. Y., faisant état de l'enlèvement avec violence de sa jeune fille, les éléments de la police judiciaire relevant de la Sûreté de daïra de Mécheria, qui ont aussitôt diligenté une enquête, ont pu repérer le lieu de débauche où la jeune fille a été conduite pour atteinte sexuelle. Il s'agit d'un appartement, situé dans un immeuble isolé, appartenant à un certain S. A.

Les policiers qui se sont rendus sur les lieux ont immédiatement libéré la victime qui a été trouvée dans une souffrance psychique extrême et l'ont conduite à l'EPH/Mécheria pour un examen médical.

Quant aux présumés auteurs de cet attentat à la pudeur, ces derniers sont en cavale et sont activement recherchés par les services de sécurité. L'enquête suit son cours.

B. Henine

MOSTAGANEM

Plus de 90 médecins spécialistes menacent d'une «démission collective»

«Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière travaille conjointement avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales afin d'assurer les conditions nécessaires à savoir les moyens techniques et l'octroi de logements de fonction aux médecins, a affirmé le syndicat des praticiens spécialistes au cours d'une rencontre organisée mardi dernier à l'hôpital Ernesto-Che-Guevara avec la presse.»

Les médecins spécialistes exerçant dans le secteur de la santé ont tenu donc une rencontre de protestation pour dénoncer les «tergiversations» des responsables de la santé dans la prise en charge de leurs revendications. «Nous avons patienté de longues années mais maintenant nous constatons que les choses n'avancent pas favorablement pour nous loger et la wilaya tente de gagner du temps», ont déclaré unanimement les médecins spécialistes. Le S/G du syndicat rappelle même les précédentes promesses faites par M. Sellal, chef du gouvernement, lors de sa dernière visite dans la wilaya pour un confort de vie adéquat des médecins spécialistes.

«Le wali affiche un désengagement incroyable vis-à-vis de notre corporation car comment expliquer que 3 demandes d'audience formulées pour le rencontrer n'ont pas encore abouti, pourtant nos revendications sont légitimes notamment les conditions de travail et le volet du logement», fulmine le S/G du syndicat.

Le collectif des contestataires menace d'une «démission collective» si aucun accord n'est trouvé avec le wali sur la prise en charge de leurs revendications, il a fait part par la voix de leur porte-parole de leur détermination de prendre contact avec la tutelle jusqu'à ce que leurs doléances soient prises en charge.

A titre d'exemple, un chirurgien demeurant à Alger affecté à Mostaganem est obligé de faire la navette en aller et retour pour assurer sa couverture médicale alors que lors de son recrutement on lui a promis un logement de fonction. Ils sont 80% des effectifs des spécialistes à habiter hors wilaya.

A. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Suicide d'une femme à Aïn-El-Arba

La petite localité de Bekakra, distante de 3 kilomètres du chef-lieu de commune Aïn-El-Arba, a été secouée par la mort tragique de S. R., âgée de 32 ans et mère de quatre enfants.

Selon des informations concordantes, c'est le mari qui a découvert, dans la matinée de lundi, le corps de sa femme suspendu à un fil de fer dans le hangar de leur maison. Il tenta de sauver sa femme qui se débattait, avant d'aviser les servivces de la Gendarmerie nationale et la Protection civile.

En cours de son évacuation par les éléments de la Protection civile, elle rendit l'âme. Son corps a été déposé à la morgue de l'hôpital de Hammam-Bou-Hadjar.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de ce drame.

S. B.

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ À GUELMA

Les organisateurs prônent un travail de proximité

L'insalubrité des aliments était cette semaine en débat à Guelma. Plusieurs questions ont été discutées : les aliments d'origine animale insuffisamment cuits, les fruits et légumes souillés par des matières fécales, le lait et les produits laitiers contaminés par des germes pathogènes...

La Direction de la santé a présenté mardi des expositions pour le grand public, illustrant les activités de ses services plus spécifiquement consacrées au thème «la sécurité sanitaire des aliments», retenu cette année pour la célébration de la Journée mondiale de la santé qui coïncide avec le 7 avril de chaque année.

Une exposition qui s'intéresse notamment aux risques sanitaires liés aux aliments, les systèmes de sécurité alimentaire, le contrôle des aliments d'origine animale, et l'évaluation des conditions de stockage. L'accent a été mis sur les défis à relever et les possibilités à saisir en matière de sécurité sanitaire des aliments.

Cette manifestation a été notamment marquée par l'allocution du directeur de la santé qui a présenté un catalogue de réformes qui lui permettrait de décrocher le feu vert du ministère et des autorités locales pour pallier les défaillances et corriger les dysfonctionnements en établissant des objectifs d'amélioration en matière de prévention, de soins et de prise en charge des malades. Ensuite, des communications autour du thème ont été animées par des spécialistes à la salle de conférences du Centre de loisirs scientifiques (CLS) de la ville de Guelma, avec le soutien des services de la Direction du commerce, de l'agriculture, et des associations de la protection du consommateur et info.com.

«Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les aliments insalubres sont à l'origine de plus de 200 maladies allant de la diarrhée aux cancers...», a déclaré Souad Boulanouar, chef de service des maladies infectieuses à l'EPH Ibn-Zohr de Guelma.

Quant à Madame Nadia Brouk, diététicienne dans le secteur public, elle a souligné l'importance de la sensibilisation des citoyens au danger que les aliments avariés représentent, encore aujourd'hui. Les intervenants ont débattu des défis à relever pour favoriser le développement de l'éducation pour la santé et y intégrer la prévention des maladies liées aux aliments insalubres. Mais les activités de la Direction de la santé ont été officiellement lancées, en début de semaine.

Une caravane d'éducation pour la santé a sillonné tous les coins de la ville, l'école de formation paramédicale, le centre de formation professionnelle, la résidence universitaire, les boulevards Souidani-Boudjemaâ, et du Volontariat... Elle en a aussi profité pour sensibiliser et mobiliser les citoyens autour du slogan «Vos aliments sont-ils vraiment sûrs ? De la ferme à l'assiette, vous avez tous un rôle à jouer !».

Noureddine Guergour